



attac

Le Courriel d'information

n° 309 – Mardi 26 février 2002.

MARS-ATTAC

Dans ce numéro

1. Dix choses à faire suite à la débâcle d'Enron

Il a fallu des siècles pour obtenir la séparation de l'Église et de l'État. Aujourd'hui, nous sommes confrontés au défi de séparer l'État des entreprises. Pas un seul secteur de notre société, pas une seule institution ne devrait contrôler le gouvernement. L'État est la propriété du peuple entier et devrait en conséquence créer des lois et veiller à ce qu'on les applique.

2. Mars-ATTAC. Pour comprendre la mondialisation.

De la crise argentine en passant par les délocalisations jusqu'aux limitations imposées par les traités de libre-échange à la démocratie, plus que jamais la mondialisation néo-libérale est entrée dans notre vie quotidienne.

3. Hypocrisie ou partage des responsabilités ?

Hypocrisie ou partage des responsabilités ? Entre ses deux attitudes, se joue le devenir des argentins, coincés par leur superbe témérité qui les a amenés à croire qu'ils pouvaient jouer avec de " vieux lions " sans être dévorés.

4. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Dix choses à faire suite à la débâcle d'Enron

Par Kevin Danaher (Global Exchange, 7 février 2002)

Traduction Gordon Southam, traducteur bénévole cooridtrad@attac.org

1. NOUS DEVONS PRENDRE CONSCIENCE QU'IL S'AGIT DE LA CRISE, NON SEULEMENT D'UNE ENTREPRISE, MAIS DU SYSTÈME POLITICO-ÉCONOMIQUE DANS SON ENSEMBLE.

Quelques-uns de nos leaders politiques et économiques ont essayé de dépeindre l'effondrement d'Enron comme un problème limité à une entreprise et à certains individus. Mais la banqueroute d'Enron – la plus grosse de l'histoire des États Unis – est symptomatique de défauts structurels profonds de notre système, qui nécessitent une révision complète plutôt qu'un peu de bricolage.

2. NOUS DEVONS RENIER ET NOUS SÉPARER DU DOGME DU LIBRE MARCHÉ, QUI EST À LA BASE DU DÉSASTRE ENRON.

Depuis maintenant trois décennies, la politique économique américaine est dominée par le fondamentalisme : privatiser les actifs de l'État, déréglementer les contrôles de l'État sur les

entreprises et faire confiance aux " forces du marché " (par exemple à ceux qui ont le plus d'argent) pour allouer les ressources et fixer les prix. Enron militait avec force pour réduire la supervision de l'État sur le comportement des entreprises. Or c'est ce manque de réglementation étatique qui a permis à une entreprise évaluée à plus de soixante milliards de dollars l'année dernière de s'écrouler, perdant 99 % de sa valeur boursière. Cela signifie que des fonds de pension ont perdu d'immenses sommes (par exemple, les fonctionnaires de l'État de Floride ont perdu 325 millions de dollars ; ceux de Californie, plus de 230 millions de dollars), et que des milliers d'employés d'Enron et de ses filiales ont perdu à la fois leur emploi et leur économies.

La tâche à laquelle sont confrontés les citoyens des États-Unis est ni plus ni moins que de redéfinir ce que doit être le gouvernement. Nous devons nous démarquer du dogme du libre marché qui dit que le gouvernement est mauvais en soi et qu'il doit s'écarter du chemin des entreprises. Nous devons au contraire nous orienter vers une définition démocratique du gouvernement qui voit en lui un outil au service du peuple, destiné à défendre toute personne ou institution mentant au peuple ou enfreignant la loi par cupidité.



attac

3. NOUS AVONS BESOIN DE RÉFORMES MAJEURES DU FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES POUR NOUS ASSURER QUE LES ÉLUS TRAVAILLENT POUR LE PEUPLE ENTIER, ET PAS SIMPLEMENT POUR CEUX QUI LEUR SIGNENT DES GROS CHÈQUES.

Le cas d'Enron est unique dans de nombreux domaines, mais il ressemblait à la plupart des grosses entreprises en ce qu'il influençait les élus en offrant fréquemment de larges rétributions aux membres des deux principaux partis politiques. Par exemple, le leader de la majorité de l'Assemblée, Tom Delay (républicain), a reçu 28 900 dollars d'Enron durant ces douze dernières années ; le sénateur responsable de la commission d'enquête sur Enron, Joseph Lieberman (démocrate), a reçu 2 000 dollars d'Enron au début des années 1990 ; l'ex-responsable de l'influent Comité des banques du Sénat, Phil Gramm (républicain), est un ami intime du fondateur d'Enron, Ken Lay, et le deuxième plus important bénéficiaire de dons pécuniaires d'Enron parmi tous les sénateurs. La majorité des sénateurs ont bénéficié à un moment ou un autre des largesses d'Enron. Quand les élections sont déterminées par l'argent plutôt que par de bonnes idées et par la moralité, nous obtenons le meilleur gouvernement que l'argent puisse acheter. Cela transforme l'Amérique en une autre sorte de " melting pot " : la base brûle et le cloaque remonte à la surface. Seules des restrictions massives du financement politique peuvent résoudre ce problème. La campagne pour réformer la législation du financement des campagnes électorales, menée par Shays et Meahan, a été bloquée par des républicains et des démocrates pendant des années. Mais la proposition de loi a récemment resurgi à la suite du scandale Enron et devrait être soumise au vote de l'Assemblée vers la mi-février. Toujours est-il que cette législation ne va pas assez loin : elle limite le " soft money " (donations aux partis politiques ou aux comités d'élection plutôt que directement au candidat) mais ne fait pas grand-chose pour changer le fait que les législateurs sont plus accessibles aux riches qu'aux citoyens de base. Jusqu'à ce que nous obtenions le financement public intégral des campagnes, la règle d'or est que celui qui a l'argent décide des règles.

4. NOUS DEVONS EN FINIR AVEC LA RELATION INTIME QUI UNIT LES GRANDES ENTREPRISES ET LES AGENCES DE RÉGULATION ÉTATIQUES SUPPOSÉES PROTÉGER LES CITOYENS EN SURVEILLANT LE COMPORTEMENT DES ENTREPRISES.

À titre d'exemple : Wendy Gramm – l'épouse du sénateur Phil Gramm, le républicain ex-responsable du Comité des banques du Sénat – a présidé la Commission du marché à terme des marchandises en janvier 1993 (juste avant que Bill Clinton ne devienne président), et à ce titre elle a fait pression pour que soit acceptée la requête d'Enron d'exempter les contrats à terme de contrôle étatique. Peu de temps après, elle a commencé à travailler pour le comité exécutif d'Enron, qui lui a versé plus d'un million de dollars.

À titre d'exemple : le secrétaire de l'armée, Thomas White, a été cadre supérieur chez Enron durant plus de dix ans et a recueilli plus de 300 millions de dollars en vendant ses actions d'Enron avant que les méthodes de comptabilité douteuses ne soient rendues publiques.

À titre d'exemple : Lawrence Lindsey, le premier conseiller économique du président Bush, était un consultant d'Enron.

À titre d'exemple : le premier conseiller politique du président Bush, Carl Rove, était présent aux réunions stratégiques concernant la politique énergétique des États-Unis en même temps qu'il vendait ses actions Enron.

À titre d'exemple : Robert Zoellick, le représentant du Commerce des États-Unis, qui est supposé représenter tous les citoyens américains lors des discussions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et autres négociations commerciales, faisait partie des conseillers d'Enron.

À titre d'exemple : une des réunions dont le vice-président Cheney refuse de donner la retranscription au Congrès a eu lieu entre Andrew Lindquist, son premier conseiller énergétique, et des membres du Clean Power Group [Groupe Énergie Propre], une coalition subventionnée par cinq grandes compagnies de l'énergie, dont Enron. " Le Groupe voulait que l'équipe spéciale affectée à cette question à l'Assemblée remplace quelque-uns des règlements environnementaux par un plan qui permettrait aux industriels d'échanger des "crédits de pollution" entre eux. Enron pensait encaisser des millions de dollars si le plan était adopté. " (Newsweek, 11 février 2002). La réunion fut organisée par Brad Card, un lobbyiste payé par le Clean Power Group, et frère du chef du personnel de la Maison-Blanche, Andrew Card.



attac

Quand les gens ont le droit d'aller et venir entre des postes clés au sein du gouvernement et à la tête de grandes entreprises, ils ont la possibilité de monnayer leurs contacts et leurs savoirs d'initiés, pour le plus grand profit des grandes entreprises et au détriment du citoyen de base. Nous avons besoin de lois beaucoup plus strictes pour réglementer le va-et-vient permanent entre les hauts fonctionnaires du gouvernement et les responsables d'entreprises, et nous avons besoin de lois instaurant une plus grande transparence en ce qui concerne les hauts fonctionnaires d'État détenant des actions d'entreprises directement affectées par leurs politiques.

5. NOUS DEVONS REPENSER LES PRATIQUES QUI PERMETTENT AUX COMPAGNIES DE MENTIR AUX ACTIONNAIRES EN CACHANT LES DETTES ET LES PERTES, ET DE SE FAIRE AINSI PASSER POUR BEAUCOUP PLUS PROFITABLES QU'ELLES NE LE SONT VRAIMENT.

Un principe central de l'idéologie du libre marché est que les actionnaires peuvent récompenser les bonnes entreprises et punir les mauvaises en achetant ou en vendant des actions. Mais pour que cela fonctionne, les actionnaires doivent disposer d'informations exactes quant à la performance véritable des entreprises. Le scandale Enron a révélé des pratiques qui ont pour but de falsifier les bénéfices comptables pour donner un coup de pouce au cours des actions. Une enquête post-faillite menée par un auditeur indépendant a montré que ces cinq dernières années, les dettes d'Enron ont été sous-estimées et ses profits grossièrement surestimés.

Une pratique clé utilisée par Enron est le partenariat secret, hors bilan, qui peut amasser les dettes et rendre les affaires de la compagnie profitables – en ne montrant pas ses dettes dans les comptes. Beaucoup d'entreprises utilisent cette technique, mais Enron en a tellement abusé que " les banquiers, analystes du marché, auditeurs et même le comité exécutif d'Enron n'ont pu comprendre les risques inhérents à ce géant du commerce à crédit " (Business Week, 17 décembre 2001). Le problème, quand on accumule des dettes dans ces partenariats hors bilan afin d'enfler les ventes d'actions, c'est que lorsque les choses tournent au vinaigre, cela crée une spirale où deux effets se renforcent mutuellement : la chute du cours des actions et l'augmentation du taux de crédit pour rembourser les dettes. Le résultat est la banqueroute, avec des sommes gigantesques d'argent dépensées en frais de justice parce que les crédateurs et les actionnaires floués essaient

de récupérer une partie de leur capital. Un système pas vraiment efficace !

La pratique qui a peut-être le plus fâché le public est la façon dont les hauts conseillers d'Enron ont vendu leur propres actions Enron quand le cours était élevé, en interdisant aux employés de vendre quoi que ce soit de leur fonds de retraite Enron. Cela s'était déjà produit auparavant mais le cas Enron est tellement grossier et évident, et concerne de telles sommes d'argent que le Congrès est maintenant sous pression pour voter des lois qui rendront à l'avenir de tels abus impossibles.

6. LA PROFESSION DE COMPTABLE DOIT ÊTRE MOINS ASSUJETTIE AUX PROFITS DE L'ENTREPRISE ET PLUS RESPONSABLE VIS-À-VIS DU PUBLIC.

Les grandes entreprises de comptabilité, surtout les " Big Five ", sont devenues de plus en plus dépendantes des contrats de conseil passés avec les entreprises qu'ils audient. Des entreprises comme Arthur Andersen, la principale société de comptables supervisant les comptes d'Enron, gagnent davantage d'argent de leurs activités de conseil que d'audit. Cela crée un conflit d'intérêt qui mine l'intégrité des entreprises de comptabilité. Dans le cas d'Enron, non seulement Andersen n'a pas fait état des procédés comptables douteux qui ont finalement mené Enron à la banqueroute, mais a aussi détruit les documents comptables, même après que le Département de Justice eut annoncé l'ouverture d'une enquête sur Enron.

Il existe aussi une relation plus que familière entre les grandes compagnies comme Enron et les entreprises d'investissement de Wall Street qui forment l'opinion dans les marchés boursiers. Ces dernières années, Enron a payé 323 millions de dollars aux entreprises d'investissement de Wall Street qui ont aidé à financer ses affaires. Cent cadres supérieurs de Merrill Lynch ont investi un total de 16 millions de dollars dans un seul des partenariats hors bilan d'Enron. " Les deals incessants d'Enron ont généré des rentrées d'argent immenses pour les banques d'investissement de Wall Street. Et, devinez quoi : Wall Street adorait Enron... Même quand il est devenu évident, l'automne dernier, qu'Enron pratiquait une comptabilité douteuse, presque aucun des analystes n'ont recommandé la vente d'actions. " (Newsweek, 21 janvier 2002).

Si on ne peut pas faire confiance aux sociétés de comptabilité ou aux banques d'investissement



attac

de Wall Street, comment peut-on déclarer qu'il faut privatiser la Sécurité sociale et que les individus peuvent faire des investissements sécurisés avec l'argent de leur retraite ?

7. NOUS DEVONS RESSERRER LA LEGISLATION FISCALE DU GOUVERNEMENT ET SON APPLICATION AFIN QUE LES RICHES ENTREPRISES NE PUISSENT PLUS EVITER DE PAYER LEUR JUSTE PART D'IMPOTS.

Malgré ses immenses revenus, Enron n'a pas payé de taxes pendant quatre des cinq dernières années. Un des principaux mécanismes utilisés par la compagnie est une pratique courante connue sous le nom de "transfer pricing" (transfert des coûts). En possédant des entreprises dans des pays à faibles taxes comme les îles Caïman, les compagnies peuvent jongler avec leur comptabilité pour reporter le maximum de profits dans les pays à faibles taxes et ne comptabiliser que peu ou pas de profits dans des pays à fortes taxes tels les États-Unis. Cette pratique s'est tellement répandue qu'il existe un journal spécialisé, "The Journal of Transfer Pricing", qui explique régulièrement aux dirigeants des compagnies les finesses de l'évasion fiscale par les mouvements transnationaux de capital. Les compagnies exigent toutes sortes de services et de subventions du gouvernement, mais elles ne veulent pas contribuer au financement du gouvernement qui leur accorde ces avantages. C'est une des raisons principales pour laquelle notre gouvernement fédéral (pour ne pas mentionner de nombreux gouvernements d'États) est endetté à hauteur de plusieurs milliers de milliards de dollars : de plus en plus de demandes de dépense sont faites au gouvernement, alors que notre Code de fiscalité contient de nombreuses zones floues par le biais desquelles de grandes compagnies peuvent éviter de payer leur juste part du fardeau des impôts.

8. LES AMERICAINS DOIVENT ETRE PLUS ATTENTIFS A LA FAÇON DONT ILS SONT PERÇUS DANS LE MONDE, ET LES ÉTATS-UNIS DOIVENT PASSER DE L'ÉTAT D'EMPIRE A CELUI D'UNE NATION DANS UNE COMMUNAUTE DE NATIONS.

Enron est un exemple classique du capitalisme d'initiés. Son succès fut en partie redevable aux pots-de-vin versés aux officiels du gouvernement pour limiter leur droit de regard et supprimer les règlements. Souvenez-vous, à la fin des années 1990, les économies en Asie qui étaient sous la tutelle des promoteurs du

libre marché du FMI se sont écroulées, tout comme celle de l'Argentine aujourd'hui. Les commentateurs de Washington ont blâmé non pas le FMI ni les spéculateurs sur le cours des devises de Wall Street, mais le "capitalisme d'initiés" pratiqué dans ces pays. Cela a placé la responsabilité de la crise sur les épaules des locaux plutôt que sur la relation de dépendance entre les élites locales et les capitaux transnationaux. Malgré tout, maintenant que nous avons un cas de capitalisme d'initiés aux États-Unis, nous n'entendons plus parler de cette expression dans les médias. Le "Business Standard", en Inde, a jugé que "les États-Unis n'auront plus le droit de prêcher aux autres sur le capitalisme d'initiés ou sur la bonne conduite des compagnies." Le "Straight Times" de Singapour a récemment publié l'édito suivant : "Comment est-il possible que tout cela se soit produit à Wall Street, "l'exemple même" (comme cela fut expliqué aux Asiatiques en 1997) de la transparence des compagnies ?" La réponse, simple, est : "Le gouvernement américain a permis que cela ait lieu."

À moins que nous utilisions ce scandale comme une opportunité de nettoyer le système et d'opérer des changements significatifs dans la structure de la gouvernance des compagnies, le cas Enron sera vu de par le monde comme une nouvelle hypocrisie américaine.

9. NOUS DEVONS METTRE UN TERME AUX PRATIQUES SECRETES DU GOUVERNEMENT.

C'est une insulte au peuple américain que le vice-président Dick Cheney et son équipe spéciale de politique énergétique aient rencontré des officiels d'Enron à au moins six occasions, et que maintenant le vice-président – un employé de la fonction publique – refuse de transmettre les détails de ces rencontres au Bureau général de comptabilité (General Accounting Office, GAO), le service de recherche du Congrès. Pour la première fois de l'histoire des États-Unis, le GAO pense attaquer en justice la Maison-Blanche pour que les documents soient transmis au Congrès. Mais le chef du GAO, David Walker, qui est à l'initiative de cette menace de procès, est aussi un républicain qui travaillait pour Ronald Reagan et fut plus tard un membre éminent Arthur Andersen, ce qui rend douteuse la force de conviction dans son attaque. Il a déjà décidé "personnellement" de limiter la demande d'informations sur tout ce qui s'est dit dans ces réunions aux seuls noms des participants et sujets discutés lors de ces réunions. Seule la pression publique peut assurer que le Congrès et le peuple américain



attac

soient mis au courant de ce qui s'est vraiment passé lors de l'élaboration de la politique énergétique de l'administration Bush.

Ce principe de transparence s'étend aussi au gouvernement mondial. Les puissantes institutions qui dominent le monde dans le domaine de la politique économique (la Banque mondiale, le FMI et l'OMC) opèrent dans le secret. Une des principales raisons de la croissante opposition à leur encontre est qu'elles sont tellement secrètes qu'il est impossible au public de jouer un rôle dans le développement de politiques. Le gouvernement par le secret – qu'il soit national ou global – ne peut plus être toléré.

10. AU NIVEAU DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE, NOUS AVONS BESOIN DE FAIRE UNE TRANSITION IMMEDIATE DES CARBURANTS FOSSILES AUX RESSOURCES RENOUVELABLES ET A LA CONSERVATION. Posez-vous cette question en ce qui concerne le 11 septembre et la guerre contre le terrorisme menée par l'administration Bush : est-ce que le conflit actuel existerait si le Moyen-Orient exportait principalement des brocolis ?

Notre économie est plus dépendante du pétrole et plus polluante que n'importe quelle autre. Il y a soixante ans, quand les leaders anglais et américains installèrent en Arabie Saoudite une monarchie non démocratique (le seul pays nommé d'après une famille – la maison d'Al Saud), de grandes compagnies liées à l'automobile se sont assurées que l'Amérique devienne dépendante du pétrole. Ces compagnies ont formé un consortium qui a fait le tour des États-Unis en achetant plus de trente services de transport de masse. Ces systèmes de transport par rail urbains étaient assez efficaces. Los Angeles avait à l'époque le troisième plus grand réseau mondial. Ces systèmes de transport de masse furent volontairement démantelés et remplacés par des voitures et des bus qui ont besoin eux de moteurs à combustion interne. Le consortium fut attaqué en justice et reconnu coupable d'avoir conspiré de manière criminelle pour détruire le transport de masse. Leur condamnation ? Une amende de 5 000 dollars et pas de prison !

Dans son excellent ouvrage " The Heat is On ", Ross Gelbspan démontre trois choses : 1) la destruction du climat par l'augmentation de l'effet de serre dû au dioxyde de carbone et à la combustion de pétrole et ses dérivés représente la plus grande épreuve environnementale à laquelle nous sommes confrontés ; 2) les

compagnies pétrolières font de la propagande pour faire croire au public que le réchauffement de la planète n'est pas un problème sérieux ; et 3) nous pouvons créer plus d'emplois en faisant une transition vers les sources d'énergie renouvelables qu'en restant dans le même système d'énergie nucléaire et de combustibles fossiles.

Nous avons besoin d'une campagne transnationale pour 1) exposer au public le dangereux étai dans lequel les compagnies pétrolières tiennent notre gouvernement et notre économie, 2) promouvoir une transition vers des ressources énergétiques renouvelables telles que l'énergie solaire, du vent, géothermale, de biomasse et de carburants à base d'hydrogène. Beaucoup de groupes de par le monde travaillent sur ces questions mais ne sont pas unis. Il existe un grand potentiel pour relier les luttes en cours et créer un réseau global puissant : nous pourrions l'appeler Alliance globale pour la transition énergétique (Global Alliance for a Transition in Energy, GATE). GATE serait le lien entre les groupes en campagne contre le pétrole, le charbon et les compagnies nucléaires, un réseau porteur de la vision positive et alternative qu'ont les ONG et les entreprises d'énergie renouvelable. GATE pourrait commencer par jumeler des groupes dans les deux premiers marchés de l'énergie, l'Europe et l'Amérique du Nord, où la technologie alternative est la plus avancée, et où les compagnies pétrolières génèrent le plus de profits et sont le plus vulnérables face aux campagnes d'information du public. Il serait toutefois essentiel de prendre en compte et d'intégrer les voix et les pensées des militants des pays du Sud afin d'éviter une relation de type coloniale.

GATE pourrait rassembler beaucoup de sections :
– les militants des principaux pays consommateurs de pétrole (Amérique du Nord et Europe – des endroits où les mouvements pour la justice globale ont de toute façon besoin de mieux se relier entre eux) ;
– les militants de l'ensemble des pays du Nord en lien avec les groupes travaillant dans les pays du Sud, particulièrement dans les pays producteurs de pétrole ;
– les entreprises et les groupes politiques qui ont un intérêt dans le développement de ressources renouvelables, alternatives aux carburants fossiles ;
– les militants poussant au changement depuis l'extérieur en lien avec les employés des grandes compagnies d'énergie comprenant la nécessité de cette évolution.



attac

CONCLUSION

Il a fallu des siècles pour obtenir la séparation de l'Église et de l'État. Aujourd'hui, nous sommes confrontés au défi de séparer l'État des entreprises. Pas un seul secteur de notre société, pas une seule institution ne devrait contrôler le gouvernement. L'État est la propriété du peuple entier et devrait en conséquence créer des lois et veiller à ce qu'on les applique. Nous n'aurons jamais une politique de transport de masse tant que les constructeurs d'automobiles domineront cette même politique des transports. Nous n'aurons jamais de bonne politique d'hébergement tant que ceux qui décident de ces politiques vivent dans des villas et des communautés privées. Nous n'obtiendrons jamais de bonnes politiques énergétiques d'un gouvernement dominé par des compagnies pétrolières de manière aussi flagrante. Ce n'est qu'en construisant un mur constitutionnel entre les entreprises et notre gouvernement que nous atteindrons les sources véritables de ces problèmes. Oui, c'est un vaste projet à long terme : autant de raisons pour que nous nous y mettions tout de suite et que nous nous engageons à le voir aboutir. On ne peut faire confiance aux élites de Wall Street et de Washington – celles qui ont créé ce marasme et en ont profité – pour comprendre les racines du problème et trouver une solution. Si nous les laissons faire, nous aurons des demi-réformes et beaucoup de brassage de vent par les politiciens et les médias.

Nous, le peuple, devons créer un mouvement de base, non violent, pour une démocratie où la souveraineté (l'autorité politique ultime) réside dans le peuple. Nous devons développer des mécanismes pour connecter les nombreuses luttes qui cherchent à moraliser la comptabilité des entreprises, réformer le financement des campagnes électorales, limiter l'évasion fiscale, réformer les élections, et tous les efforts pour séparer les entreprises de l'État. Le temps est largement venu !

Kevin Danaher. Co-fondateur de Global Exchange. www.globalexchange.org

Mars-ATTAC. Pour comprendre la mondialisation.

De la crise argentine en passant par les délocalisations jusqu'aux limitations imposées par les traités de libre-échange à la démocratie, plus que jamais la mondialisation néo-libérale est entrée dans notre vie quotidienne. Elle

consiste en une interdépendance croissante des activités sociales, politiques et économiques des Etats qui se fait, actuellement, au profit exclusif des pays les plus industrialisés et des multinationales. Ainsi, les 20% des pays les plus riches disposent aujourd'hui de 86% de la production mondiale, tandis que les 20% des plus pauvres de seulement 1,4%. Face au creusement des inégalités et à la précarité sociale, les individus sont de plus en plus opposés à voir leur statut de citoyen se réduire à celui de consommateur. Dans ce contexte, et suite au succès déjà rencontré l'année passée, ATTAC-ULB organise son deuxième festival «Mars-ATTAC» du 2 au 8 mars 2002. Pour en savoir plus : attac-ulb@attac.org
<http://attac.org/belgique/attac-ulb/>

Les pays les moins avancés

Par Christian Vandermotten. Université Libre de Bruxelles

Les 49 Pays les moins avancés se concentrent dans quelques coins du monde. La pauvreté se transmettrait-elle par le voisinage ? La réalité est plus complexe.

Les pays les moins avancés (PMA) totalisent 10,7 % de la population mondiale, mais ne produisent que 0,5 % de la production. Sont concentrés en Afrique noire 34 des 49 pays considérés par les Nations unies comme relevant de cette catégorie. Outre le Yémen, 8 autres sont situés sur les marges de l'Asie méridionale, de l'Afghanistan au Cambodge, en passant par les états himalayens et le Myanmar. Pour le reste, la liste se complète d'Haïti et de cinq petits états insulaires du Pacifique; 59 % de la population et 87 % de la superficie des PMA sont donc concentrés en Afrique noire.

Ces pays ne se caractérisent pas seulement par leur faible niveau de développement économique, rendu de manière synthétique par le niveau du PIB par habitant. Ils accumulent une somme de facteurs ou d'indicateurs structurels de difficultés graves : espérance de vie, éducation, malnutrition, etc. En dehors du Bangladesh, ce sont des pays dont la faiblesse des marchés intérieurs résulte non seulement de la pauvreté extrême, mais aussi de volumes de populations relativement limités, si on les compare à ceux de l'Inde, de l'Indonésie ou de la Chine.

Leurs structures économiques sont peu diversifiées, presque exclusivement dépendantes de l'exportation des matières premières – sauf



attac

dans quelques cas, Bangladesh, Népal, Haïti et, récemment, Sénégal et Madagascar. Elles sont donc très vulnérables à la dégradation des termes de l'échange de celles-ci et aussi, du moins quand il s'agit de matières premières agricoles, aux aléas climatiques.

La valeur des matières premières relevantes dans la structure des exportations des PMA a diminué en moyenne de 2,3 % par an entre 1989 et 1999. En outre, les revenus d'exportation de l'agriculture profitent largement aux élites urbaines plutôt qu'à la paysannerie, sous-rémunérée; il en résulte un transfert de ressources des campagnes vers les villes, affaiblissant plus encore les possibilités de l'investissement paysan et accentuant à son tour l'exode rural. La faiblesse des marchés intérieurs, les niveaux insuffisants de qualification de la main-d'œuvre, l'état des infrastructures, l'insécurité, voire des situations de guerre, détournent de ces pays les investissements étrangers.

Les bas niveaux de produit, la faiblesse du secteur privé, la corruption limitent l'épargne et l'investissement intérieur à la portion congrue, alors même que ces pays sont également les plus en retard dans leur transition démographique : les croissances très fortes de population, malgré de très mauvais niveaux d'espérance de vie, absorbent dès lors la croissance économique. Beaucoup des PMA africains connaissent ainsi une baisse de leur PIB par habitant depuis au moins deux décennies. Même si les dynamiques sont meilleures dans les PMA d'Asie, ceux-ci accroissent néanmoins leur décrochage par rapport aux autres pays en voie de développement de ce continent.

Exclusion africaine

Comment expliquer la situation particulièrement grave de l'Afrique noire et son affaiblissement tendanciel absolu ?

Elle résulte des modalités historiques de l'insertion de ce continent dans l'économie-monde et d'une articulation spécifique entre héritages coloniaux et situation post-coloniale. L'Afrique noire n'a pas réellement intéressé la colonisation européenne jusqu'au milieu du XIXe siècle, si ce n'est indirectement, en tant que fournisseuse d'esclaves par potentats locaux interposés. Les climats intertropicaux y avaient exclu au préalable une colonisation de peuplement, pouvant rapidement s'affranchir de la tutelle métropolitaine, à la manière de l'Amérique du Nord.

L'émiettement et la faiblesse des structures politiques n'y avaient pas permis une récupération des structures d'encadrement pré-coloniales par le colonisateur, comme en Amérique andine; l'absence d'une production artisanale de produits de luxe supportant les coûts élevés de transport vers le marché européen n'y avait pas engendré une articulation entre colonisation mercantiliste et intermédiaires locaux, comme en Inde. Quant à l'économie de plantations tropicales, elle pouvait être développée plus facilement dans les isolats insulaires ou côtiers des Antilles ou du Nord-Est du Brésil, voire dans le sud des colonies britanniques de l'Amérique du Nord, sur base de l'apport esclavagiste africain et sans conflits avec des populations locales rapidement exterminées.

La colonisation de l'Afrique ne se mit donc en place sur une grande échelle qu'à partir du milieu du XIXe siècle, lorsque les premières avancées de la révolution industrielle en Europe augmentèrent considérablement les besoins en matières premières et permirent des transferts de biens d'équipement, la construction d'infrastructures de communication, le dégagement des ressources nécessaires à l'encadrement territorial par le personnel des puissances coloniales elles-mêmes, quasi sans relais locaux. Si elle supprima les saignées de l'esclavage, cette colonisation induisit de nouvelles formes de pillage des ressources, imposa différentes modes de travail forcé et des cultures de rente, déstructurant les systèmes productifs traditionnels.

L'indépendance

L'accès aux indépendances n'a pas amélioré la situation africaine, ce que René Dumont avait déjà souligné dans son titre «L'Afrique noire est mal partie». Les élites post-coloniales, le plus souvent peu nombreuses, mal et tardivement formées, ont accaparé le contrôle des structures politiques acculturées héritées de la colonisation, peu légitimes, non inscrites dans des références historiques fortes, généralement sans cohésion ethnico-nationale.

Les rares tentatives d'industrialisation de substitution d'importation menées dans les premières années de l'indépendance, comme au Ghana ou en Côte d'Ivoire, ont buté sur l'insuffisance des marchés, des cadres techniques, sur la faiblesse des infrastructures, sur la corruption, sur les conséquences des mesures d'austérité imposées pour réduire



attac

l'endettement. Les élites, formées à l'occidentale, ne peuvent espérer un niveau de vie et de services à la mesure de leurs ambitions qu'en s'appropriant le contrôle du pouvoir politique et celui, qui y est lié, des circuits d'import-export.

C'est donc l'accaparement de l'Etat, dominé par la capitale, qui devient l'enjeu essentiel : les luttes politiques deviennent souvent dès lors des luttes ethniques ou de clans pour le contrôle du pouvoir ou du bénéfice de ressources locales, diamant, pétrole ou autres. Le tout dans un contexte d'oubli des campagnes.

Pendant ce temps, à l'échelle internationale, la concentration des flux d'investissements sur les secteurs à forts contenus technologiques ou dans les services réduit l'importance relative des matières premières. Ils se détournent plus encore de ces pays (sauf parfois quelques isolats extractifs coupés des économies nationales, symboliquement l'extraction pétrolière offshore).

Quant à l'aide internationale, elle se réduit dans un contexte d'économies budgétaires des pays développés et de désintérêt pour des PMA qui pèsent si peu dans les flux internationaux et ne sont même plus un enjeu politique dans une compétition Est-Ouest.

Si l'Afrique noire reste ainsi abandonnée à elle-même, elle risque fort, malgré quelques succès démocratiques, chaque fois salués comme des victoires mais dont la survie apparaît le plus souvent bien aléatoire, de s'enfoncer de plus en plus dans des cycles de crises économiques, de tensions sociales générées par les conséquences des politiques d'austérité et de désengagement des pouvoirs publics des services de base consécutives à l'endettement, de conflits ethniques, de guerres civiles pour l'accaparement du pouvoir, voire de conflits internationaux si d'aventure les affinités ethniques ou des pressions démographiques en arrivent à remettre en question le sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières coloniales.

Autant de guerres et de conflits sanglants qui risquent fort, si une forte sensibilisation aux problèmes de ces pays n'est pas menée, de se dérouler dans l'indifférence croissante de la communauté internationale, comme c'est aussi le cas pour les effets ravageurs du SIDA.

Rupture d'équilibre

Les PMA d'Asie méridionale ont d'autres histoires. Beaucoup ont fait partie de structures politiques cohérentes, inscrites dans l'histoire, bien que ce soient généralement des régions assez isolées, tampons, et de ce fait colonisées tardivement, voir sciemment laissées en dehors de l'aire de colonisation directe (Afghanistan, Népal, Bhoutan). Dans certains de ces pays, les situations difficiles actuelles sont d'ailleurs pour une part les conséquences de ruptures de ces situations d'équilibre géopolitique, qui les ont précipités dans des conflits d'origine externe (Afghanistan, Laos, Cambodge).

Le Bangladesh a souffert quant à lui d'être une zone de densités de populations rurales extrêmement fortes, dans un delta coupé par la partition de l'Inde en 1947 de sa grande métropole traditionnelle, Calcutta; mais il bénéficie néanmoins, à la différence des autres PMA, d'une insertion industrielle dans l'économie-monde, à travers une structure d'exportation dominée par les produits manufacturés, certes dans le secteur de faible technologie des produits textiles. Si l'on excepte le Yémen et évidemment le cas dramatique de l'Afghanistan, la plupart des PMA d'Asie connaissent des situations d'encadrement et des taux de croissance moins défavorables que ceux d'Afrique.

Aux portes des pays nouvellement industrialisés d'Asie et des grandes entités économiques et géopolitiques que sont, malgré leur pauvreté, l'Inde et surtout la Chine, ces pays peuvent sans doute espérer à moyen terme des effets de diffusion plus favorables, malgré les impacts passagers de la crise asiatique. Dans les régions qui relèvent des civilisations de la riziculture inondée, ils peuvent aussi plus aisément appuyer leur développement sur le potentiel du monde rural, pour autant que des conditions favorables à l'intéressement de la paysannerie au développement et à son accès au crédit y soient assurées.

Christian Vanderhoven. Université Libre de Bruxelles(Article paru dans Demain le monde n°56)

Participer au festival Mars-ATTAC
Pour en savoir plus : attac-ulb@attac.org
<http://attac.org/belgique/attac-ulb/>

Hypocrisie ou partage des responsabilités ?

Par Carlos Debiasi: résumé, traduction et conclusion.

Sources : www.pagina12.com du 17/02/2002



attac

Hypocrisie ou partage des responsabilités ? Entre ses deux attitudes, se joue le devenir des argentins, coincés par leur superbe témérité qui les a amenés à croire qu'ils pouvaient jouer avec de " vieux lions" sans être dévorés.

L'inconscience d'un jeune peuple qui ne voulait que vivre comme ceux du "premier monde", est-elle une raison pour tuer les illusions des uns et la poule aux oeufs d'or des autres ? Il faut agir sur nos « conquistadors » pour qu'ils arrêtent leurs chiens de guerre et vite. Time is over ! Le jeu est fini. Sans doute, pour les argentins, qui les premiers l'ont compris à leurs dépens. Mais ce jeu doit prendre fin pour nous aussi, pour ne pas risquer de tout -perdre bientôt.

Maximiliano Montenegro publie dans le journal argentin Pagina/12 et en exclusivité, la liste du très sélect club des sociétés -argentines et filiales de groupes multinationaux- qui pendant la période critique de décembre 2001 à Janvier 2002 se sont accaparés plus 2000 millions de dollars, sans les réinjecter en Argentine, en attendant l'abandon de la parité peso/dollar et la hausse du billet vert -par rapport au peso-, leur rapportent des bénéfices extraordinaires. Quelques compagnies, comme les sociétés exportatrices des céréales devaient rapatrier ces devises dans les 15 jours, à partir de la date d'embarcation; elles ne l'ont pas fait, violant les règles des échanges commerciaux et pourraient donc être poursuivies sur le plan judiciaire. Au 17 février 2002, 95% de ces dollars sont toujours hors d'Argentine.

Les exportateurs -nationaux ou multinationaux- ont seulement commencé ces derniers jours à rapatrier -au compte-gouttes- les devises, après une très dure négociation avec le Gouvernement, mais ils continuent à spéculer sur une plus forte dévaluation du peso. Pagina 12 a pu accéder à la liste de 48 entreprises "propriétaires" de dollars, et dont le Gouvernement argentin a promis de ne pas divulguer les noms, afin d'éviter « une bronca » de la population. Plusieurs de ces groupes sont les principaux débiteurs du système bancaire et ont réussi à ce que l'Etat assume le coût de la "pesification" de leurs dettes à la valeur de un peso pour un dollar. Maintenant en rapatriant leurs dollars en cash, ils pourront éponger tranquillement leurs passifs. Ainsi, à l'avenir ce "club du pouvoir économique" va pouvoir exercer des pressions sur le Gouvernement argentin, qui lui, a désespérément besoin que

ces dollars rentrent au pays pour éviter que la valeur du billet vert face au peso ne s'emballé.

La liste Officielle se trouve sur le bureau d'un Ministre du Gouvernement d'Argentine, qui l'a demandé afin d'informer le Président sur ces entreprises qui jouent le dollar. Le document a été établi à partir de la demande des permis d'embarquer des marchandises à l'exportation, délivrée par la Douane argentine entre décembre 2001 et janvier 2002. Les principales sociétés qui ont fait de la rétention de dollars -provenant de l'exportation- et ce à l'extérieur de l'Argentine entre décembre 2001 et janvier 2002 sont :

Groupe Pérez Companc : 116 millions de dollars

Chevron : 48 millions de dollars.

Esso : 29 millions de dollars.

Vintage Oil : 26 millions de dollars.

Groupe Technit : 89 millions de dollars.

Aluar : de la famille Madanes : 52 millions de dollars.

Dans Pagina 12 du 18/02/2002 le même auteur nous confie qu'en ce qui concerne les banques étrangères selon les informations officielles en 2001, celles ci ont transféré leurs bénéfices en dollars cash pour une somme de 300 millions de dollars, 61 % de plus que l'année précédente. La liste de ces très honorables entités étrangères nous révèle qu'elles ont retiré du pays 1550 autres millions de dollars en prévision de la dévaluation.

En tête de ces établissements, on trouve Bank Boston, présidée par Manuel Sacerdote, un des lobbyste les plus influents de l'establishment financier des dix dernières années. La Bank Boston opérait en Argentine comme succursale et presque tout le financement bancaire était reçu de l'extérieur. En décembre 2000, les lignes de crédit de l'extérieur s'élevaient à 1758 millions de dollars. En novembre 2001 ils s'acquittent avec la maison mère 846 millions de dollars.

Et suit:

HSBC : envoi prudemment ses dollars à l'extérieur. En novembre « paye » à sa maison mère 110 millions de dollars.



attac

Bank of America : fait sortir tous les dollars dont elle dispose.

Banco de Rio : contrôlé par l'espagnol Santander Central Hispano : Jusqu'en septembre, elle a non seulement retiré ses dollars, mais les a fait sortir de l'argentine. Depuis 100 millions de dollars sont revenus.

Citybank : avec son statut de succursale retire 91 millions.

Bansud : contrôlé jusqu'en décembre par le mexicain Banamex, lui-même acheté par la Citibank. En décembre 2001 rend la clef à Macro, mais ont fait sortir 60 millions de dollars et autant en 2000.

Le Francés, la BNP Paribas, la Société General, la Scotiabank, Quilmes et la ABN AMOR: avaient réduit très fortement leur exposition en dollars en Argentine depuis l'année 2000.

A ce triste tableau, on peut ajouter le résumé des travaux du journaliste Horacio Verbistky dans un article de Pagina 12 toujours du 17 février 2002 www.pagina12.com, expliquant, que les Groupes, Sociétés et Banques, une fois obtenue la dissolution de leurs dettes par le système financier de l'Argentine (en jouant sur la suppression de la convertibilité peso-dollar), représentent un énorme pouvoir économique et font pression sur l'Etat à deux niveaux. D'un côté, ils essaient de faire endosser à la société argentine une partie de la dette qui avait été transformée sous la contrainte internationale en Obligations Négociables. D'un autre côté, ils essaient d'obtenir de nouveaux avantages avec des re-négociation contractuelles sur les prix des services publics. Aussi, nous présente t-il une « petite liste » de sociétés étrangères qui ont largement profité des largesses des gouvernements argentins grâce au décret 214/2002 signé par Duhalde (Justicialiste) le 3 février 2002 dans une réunion dans laquelle Raul Alfonsin (UCR) était assis à sa droite.

La dette totale des 50 premiers débiteurs du système financier argentin à la fin de 2001 s'élevait à 7000 millions de dollars. Avec la « pesification » de leurs dettes et si le niveau du dollar reste à 2 pesos pour 1 dollar, le bénéficiaire sera de 3500 millions de dollars. 60% de cette somme correspondent à 25 entreprises, en rapport en façon directe ou indirecte avec la privatisation, sauf pour trois (Correo Argentino, Compagnie General de Combustibles e Hidroelectrica de Piedra del Aguila).

Les quatre dernières années de récession ne leur ont pas été si fatale parce que "El Banco Central" avait qualifié leurs dettes de « normales » compte tenu de la très haute capacité de remboursement de ces sociétés, de leur taux de rentabilité élevés, alors que les tarifs des prestations privées des services publics -de façon illégale, selon plusieurs tribunaux- étaient facturées en dollars et annexées aux indices des prix des Etat Unis, qui était nettement supérieur au niveau de vie réel des argentins.

La majorité de ces entreprises sont contrôlées par des capitaux étrangers et obtiennent des fonds à l'extérieur à des taux nettement inférieurs à ceux pratiqués en argentine.

Voici le TOP 8 :

-Repsol-YPF : La principale entreprise du pays : Ses bénéfices dépassent les 1200 millions de dollars et ont inscrit pour 150 millions de dollars de passif.

-Groupe Pérez Companc, avec Pecom Argentina, a gagné l'année dernière 270 millions de dollars et avec la pesification évacue 175 millions de passifs.

-Groupe Macri : Avec Sideco Americana : a gagné 20 millions de dollars dans le bâtiment et 53 avec la pesification. Avec le Correo Argentino : a gagné 60 millions dans la distribution du courrier et 100 avec la pesification.

-Telecom Argentina, dont France Télécom est actionnaire : a gagné 271 millions de dollars et avec la pesification 141.

-Telefonica Argentina : En 2000 gagne 343 millions des dollars et en dissout 43.

-Siderar, de Technit : a gagné 3 millions de dollars dans son activité sidérurgique et 20 fois plus avec le très réussi lobby de pesification à la tête duquel il était.

-Agua Argentinas, dont Suez Lyonnaise des eaux est actionnaire : a gagné 85 millions de dollars dans l'eau et 60 avec la pesification.

-Transportadora de Gas : a gagné 126 millions avec son activité et 41 avec le décret 215/2002

Conclusion : toute cette infime partie visible de l'iceberg m'incite à demander pourquoi les instances nationales et internationales n'interviennent pas pour demander un audit afin



attac

d'établir les responsabilités. Cela est indispensable pour arrêter l'assèchement d'un pays ami. C'est vrai que le désastre a été provoqué par des politiciens irresponsables et un peuple incrédule qui a voté deux fois. Mais ces hommes ne sont que de marionnettes pathétiques, sans l'appui des grandes puissances. Ce n'est pas de l'angélisme de demander que de telles méthodes, qui ne figureront certainement dans aucun manuel d'économie, d'histoire ou d'éthique et qui ne relèvent pas du prétendu politiquement correct des entreprises, cessent au plus vite. Ne soyons

pas hypocrites. Le partage des responsabilités doit être exigé par des Instances Internationales et dans aucun cas il ne peut pas y avoir un seul responsable: le perdant. Cette fois l'histoire ne sera pas écrite que par les gagnants, parce que depuis la sinistre époque jamais vraiment révolue du XV siècle, les perdants ont aussi appris à écrire.

Carlos Debiasi, ancien grand reporter. Membre d'ATTAC France et Argentine.
CarlosDebiasi@wanadoo.fr

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/rdv> pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

-- Mardi 26

AUSTRIA: Steyr

BELGIQUE BELGIE: Charleroi

DANMARK: Blagarden - Beboerhus

ESPANA: Madrid

FRANCE: Paris 11 – Macon – Thonon – Angouleme – Bordeaux – Lyon – Aix - Vierzon

ITALIA : Bologna

SUISSE SCHWEIZ: Lausanne

-- Mercredi 27

AUSTRIA : Graz

BELGIQUE BELGIE: Bruxelles

ESPANA: Madrid

FRANCE: Paris 11 – Rouen – Paris 13 – Reims – Metz – Toulouse – Nimes – Uzès – Aytres – Aix

ITALIA: Brescia

NORGE: Oslo – Lillestrom

SVERIGE: Stockholm - Malmo

-- Jeudi 28

DANMARK: Fyn – Valby – Aalborg - Landstingssalen

ESPANA: Madrid

FRANCE: Rouen – Lille – Rennes – Amiens – St Pierre d'Oleron – Metz – Nancy – Aix

ITALIA: Bologna - Brescia

-- Vendredi 01

AUSTRIA: Wien

ESPANA: Valencia

FRANCE: Rennes – Villeneuve sur Lot – Rouen – Chinon – Bernay – Chalons en Champagne - Cahors